

Nous personnels de Sciences Po, tous statuts confondus, regroupés en Assemblée générale avons adopté la résolution suivante le 14 novembre 2012. Cette Assemblée a réuni 120 personnes. Elle demande la démission des présidents et exige que la procédure de recrutement du directeur/administrateur soit reprise depuis le commencement.

Les organisateurs de l'AG : Claire Andrieu (PR), Olivier Borraz (CNRS/CSO), Karoline Postel-Vinay (FNSP/CERI), Nathalie Tenenbaum (chargée de mission FNSP).

"Sciences Po traverse depuis près d'un an une crise inédite par son ampleur et sa durée. Cette crise révèle de profonds et gravissimes dysfonctionnements du Conseil d'administration de la Fondation et du Conseil de direction de l'IEP. La responsabilité de ces dysfonctionnements incombe en tout premier lieu à leurs présidents respectifs. Ceux-ci n'ont pas su, pu ou voulu exercer leurs missions de contrôle ; ils ont entretenu une opacité totale autour des processus de décision ; ils ont traité par le mépris les questions légitimes posées par les personnels et les étudiants. Plus récemment, par leur stratégie de passage en force pour imposer leur candidat au poste d'administrateur/directeur, ils ont affaibli notre institution en entamant sa crédibilité vis-à-vis de ses tutelles.

Nous considérons que ces présidents ont manqué à leurs devoirs vis-à-vis de Sciences Po, à commencer par celui qui consiste à adopter un comportement exemplaire lorsqu'on a l'honneur de présider aux destinées d'une institution qui forme les futures élites économiques, politiques et sociales du pays. Cela requiert le respect des principes que l'on professe, ainsi que celui des personnels qui travaillent à Sciences Po. On ne peut pas enseigner l'éthique de la responsabilité sans l'appliquer d'abord à soi-même. On ne peut pas vanter les mérites de la démocratie, de la transparence et du dialogue sans les mettre en œuvre au sein de sa propre institution.

Alors qu'une nouvelle page de l'histoire de Sciences Po doit s'ouvrir, nous demandons aux deux présidents, Jean-Claude Casanova et Michel Pébereau, de se retirer tous deux des conseils qu'ils dirigent, l'un depuis 6 ans, l'autre depuis 24 ans. Nous ne nous sentons pas engagés par les résultats du Conseil d'administration de la FNSP et du Conseil de direction de l'IEP de Paris des 29 et 30 octobre 2012 et nous réclamons l'organisation d'une nouvelle procédure de recrutement et d'élection.